

Publié le 28 Novembre 2016

Réveil difficile

Comment le doux rêve de la mobilité heureuse des travailleurs européens s'est transformé en un cauchemar pour les pays de départ



Il faut bien remarquer qu'au cours de ces dernières années, c'est plutôt la contrainte qui a organisé la mobilité, et non une volonté de départ.

Alors que la mobilité des travailleurs au sein même du continent européen était perçue comme un bienfait par les pères fondateurs du projet européen, la réalité montre un tout autre visage, entre départs contraints des personnes et affaiblissement structurel des pays les plus fragiles de l'Union.

Avec [Nicolas Goetzmann](#)

[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Selon une note publiée le 17 novembre par la Banque Natixis ([voir ici](#)), "la mobilité du travail entre les pays de la zone euro" serait "en réalité une très mauvaise idée". Alors que la mobilité des travailleurs figurait en bonne place dans le calendrier européen, comment en est-on arrivé à une telle conclusion ?

Nicolas Goetzmann : En premier lieu, il faut se rendre compte que **la mobilité du travail est faible en Europe**. Une note de la direction du Trésor, publiée en 2015, indiquait ainsi que **0.1% à 0.2% des travailleurs européens changeaient de pays au cours d'une année**, comparativement à une mobilité comprise entre 2 et 2.5% entre les différents États américains. Le constat de départ est donc **l'échec de cette ambition européenne**. De plus, il faut bien se poser la question de la motivation de la mobilité : soit celle-ci est pleinement volontaire - le cas d'un salarié

en poste qui se voit proposer une offre plus avantageuse dans un autre pays- , soit il s'agit d'un choix contraint - le cas d'une personne au chômage qui ne voit pas d'autre alternative à son départ que de rejoindre un pays où le marché de l'emploi est plus porteur. Or, il faut bien remarquer qu'**au cours de ces dernières années, c'est plutôt la contrainte qui a organisé la mobilité, et non une volonté de départ.**

Les points mis en avant par Natixis, qui permettent d'en arriver à la conclusion de la *"très mauvaise idée"*, sont valides. Ainsi, la motivation de la mobilité est basée sur un chômage élevé dû à une faible demande dans les pays considérés ; or, ces départs vont alimenter une nouvelle baisse de la demande qui va encore peser sur le pays de départ. De plus, **ceux qui partent sont en général les plus qualifiés**, ce qui correspond encore une fois à une perte nette pour un pays qui a le plus souvent financé les études du partant. Les pays les plus faibles voient leurs cerveaux quitter le pays, ce qui fragilise à long terme leurs capacités. Enfin, le dernier point mis en avant par Natixis est **la réduction de la base fiscale, c'est-à-dire que les travailleurs perdus sont autant de recettes fiscales potentielles perdues**, ce qui vient ici encore déstabiliser les comptes publics du pays considéré, et, par conséquent, sa dette. Au final, le pays de départ perd sur tous les tableaux, aussi bien sur le court que sur le long terme.

De façon pratique, quels sont les exemples précis des dégâts causés par cette mobilité des travailleurs ?

Le cas le plus impressionnant est la **Grèce**. Selon un rapport datant de l'été 2016, 427 000 personnes ont quitté le pays depuis 2008, soit 25% de l'ensemble des départs du pays depuis 1900. Sur la seule année 2013, les départs ont représenté l'équivalent de 2% de la population active du pays. Pour bien se rendre compte du phénomène, la masse de départ depuis 2008 correspondrait à un flux de 2.5 millions de personnes pour la France. Bien entendu, **les jeunes éduqués sont surreprésentés dans ces statistiques, ce qui veut bien dire que le pays va en payer les conséquences sur le long terme.** La première destination de ces jeunes grecs a été **l'Allemagne**, qui bénéficie ainsi d'un réservoir supplémentaire d'une force de travail, jeune, éduquée, pour se renforcer, et ce, **sans avoir eu besoin de financer les études en question.** La situation est semblable en Espagne, où la question est devenue un enjeu politique. La question du retour au pays de ces jeunes est posée.

Au regard de la situation actuelle, quelles sont les solutions à envisager ? Quelles en sont les conséquences ?

Encore une fois, la construction européenne est inachevée, mais d'une façon qui semble être permanente. C'est-à-dire qu'il apparaît que cet "entre-deux" semble convenir à l'Allemagne. **Les dégâts causés par la mobilité des travailleurs pourraient être absorbés par un budget commun européen, une dette commune, et ainsi apporter une compensation aux pays de départ via des transferts d'argent public.** Si cette étape n'est pas franchie, et que la zone euro reste ce trou noir de la demande mondiale, la dévastation des pays du Sud au profit de ceux du Nord, et de l'Allemagne en particulier, deviendra structurelle à la zone euro. **L'autre solution est encore plus douloureuse puisqu'il s'agit d'en finir avec la monnaie unique.** Mais l'entre-deux est la solution la plus destructrice, sur le long terme, pour les pays les plus fragiles.